



Chaque attitude et chaque geste comptent pour combattre la misère et l'exclusion. Il existe de multiples manières d'agir, quelles que soient nos compétences et notre disponibilité. C'est un engagement personnel autant que collectif avec d'autres citoyens. Viken Vadevaloo, manager de l'association ANFEN, explique que les travailleurs sociaux de diverses ONG effectuent un travail de terrain pour repérer les familles en situation précaire.

« Pour les inciter à sortir de la misère, il est essentiel de les aider à trouver des solutions à leurs problèmes, notamment en référant aux cas aux organismes existants. »

Il ajoute qu'à ANFEN, l'accent est mis sur l'éducation afin que le bénéficiaire trouve un emploi et devienne financièrement autonome. En tant que réseau de collaboration et d'entraide, l'association touche les centres qui ont à cœur le progrès et l'épanouissement de l'adolescent en situation difficile. Il a pour mission de soutenir ses membres dans leurs efforts à réintégrer les exclus scolaires dans la société. Le réseau regroupe une quinzaine de centres qui encadrent un

millier d'adolescents, grâce à une éducation non formelle et une remise à niveau académique. « Ces centres sont répandus à travers l'île. Ils accueillent les jeunes qui, pour diverses raisons, n'ont pas réussi à s'intégrer dans le système scolaire », explique Viken Vadevaloo.

TYPES DE SOUTIEN

Le développement intégral de l'adolescent se fait à travers une pléiade d'activités et une pédagogie dynamique, qui tient compte du vécu de l'apprenant, souligne le manager d'ANFEN.

« C'est une pédagogie qui inclut les apprenants dans le processus d'apprentissage afin qu'ils se sentent valorisés. Nous favorisons cette approche holistique pour les faire gagner en confiance. L'accent n'est pas mis uniquement sur l'aspect académique. Nous aidons les jeunes à exploiter pleinement leurs talents à travers des activités sportives et l'art. »

Comme beaucoup de jeunes souffrent émotionnellement, ANFEN a établi un programme psycho-social pour mieux les accompagner.

humain. Après la DUDH, il y a eu le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) qui a reconnu que l'idéal de l'être humain, libéré de la crainte et de la misère, ne peut être réalisé que si les conditions économiques sont créées. Pour cela, le PIDESC prévoit une panoplie de mesures que les États-membres doivent prendre.

■ **Comment faire pour que le terme « droits de l'homme » ne soit pas vain et devienne une réalité pour ceux vivant dans l'extrême pauvreté ?**

L'élimination de l'extrême pauvreté a été un des huit objectifs du Millénaire pour le développement. Mais après 2013, il y a toujours 1,2 milliard de personnes qui continuent à vivre dans l'extrême pauvreté et la faim. Les pays membres des Nations unies ont lancé les 17 objectifs de développement durable à atteindre en 2030. L'objectif premier demeure l'éradication de la pauvreté.

La pauvreté ne se résume pas à l'insuffisance de revenus et de ressources pour assurer des moyens de subsistance durables. Ses manifestations comprennent la faim et la malnutrition, l'accès limité à l'éducation et aux autres services de base, la discrimination et l'exclusion

sociales ainsi que le manque de participation à la prise de décisions.

■ **Les mesures prises jusqu'ici pour éradiquer la pauvreté sont-elles suffisantes ?**

Maurice dispose de ressources limitées en matière d'autosuffisance. Mais il jouit de très grandes ressources naturelles. L'exploitation de ces ressources doit d'abord être faite par les citoyens eux-mêmes. Tout habitant de l'île doit pouvoir, s'il le souhaite, bénéficier de l'exploitation touristique. Avec plus d'un million de touristes par an séjournant à Maurice, chaque citoyen aurait pu tirer profit s'il ne rencontrait pas autant de difficultés à offrir, ne serait-ce, qu'une table d'hôte.

Puis il y a le problème des constructions barbares qui pousse une partie des Mauriciens vers une ghettoïsation. Il faudrait redéfinir les priorités : l'argent dépensé dans la nouvelle carte d'identité biométrique et le projet Metro Express aurait pu être injecté dans la lutte contre la pauvreté. Tout gouvernement a le devoir de créer les conditions à l'épanouissement économique de tout citoyen. Un toit pour chaque famille devrait être la priorité.

Le projet Metro Express aurait pu être injecté dans la lutte contre la pauvreté. Tout gouvernement a le devoir de créer les conditions à l'épanouissement économique de tout citoyen. Un toit pour chaque famille devrait être la priorité.